

SECURITY NEWS N°43 – 17 décembre 2004

L'actualité de la privacy et de l'identité numérique

Préparée par Arnaud Belleil

Si vous estimez que cette lettre est utile, n'hésitez pas à la faire découvrir à vos amis, collègues ou relations

SOMMAIRE :

Le dossier du mois : Archivage électronique et données personnelles

Entre droit à l'oubli et devoir de mémoire

Marketing & communication

Les listes noires anti-spam : un remède pire que le mal ?

DoubleClick à vendre ?

Le Web, nouvelle carte de visite

Administration électronique

La dématérialisation du Journal Officiel

L'e-citoyen et son identité selon Sun

Dématérialisation des marchés publics : les attentes des entreprises

Quand les administrations adoptent le CRM

Juridique

La Cnil livre sa vision du correspondant informatique et libertés

Interview d'Eric Caprioli

Géolocalisation et protection des données personnelles

Sécurité et confiance

Pannes dans la téléphonie : l'analyse de Michel Riguidel

Les tokens pour sécuriser le paiement en ligne

Fiscalité de l'essence et atteintes à la vie privée

Confiance et débat public à la mode d'eBay

Identité Numérique

La gestion de l'identité selon General Motors

Mettre en œuvre le SSO (Single Sign-On)

Roboform : le gestionnaire de mot de passe anti-Gator

Authentification en ligne : les attentes des consommateurs

Travail

Le CV anonyme existe déjà

TIC et porosité entre vie privée et vie professionnelle

A découvrir

Accès gratuit à son dossier de crédit

Evènement

ILM et archivage électronique

ANNONCE :

Le groupe Cegedim, acteur européen de la production, l'exploitation et la diffusion de données et de services liés à l'information médicale, a retenu les progiciels de Cecurity.com pour développer une offre de dématérialisation des marchés publics destinée aux établissements de soins français.

En savoir plus : http://www.fntc.org/articles/article.php3?id_article=81

LE DOSSIER DU MOIS : ARCHIVAGE ELECTRONIQUE ET DONNEES PERSONNELLES

Entre droit à l'oubli et devoir de mémoire

Etre capable de tout garder, tout retrouver, tout prouver pour assurer la sécurité juridique et préserver la mémoire de l'entreprise ou de la collectivité. Etre capable dans le même temps de détruire à échéance régulière des données personnelles pour garantir le droit à l'oubli. Concilier archivage électronique et protection des données personnelles n'est pas chose aisée.

http://www.cecurity.com/site/html/article_archivage_et_donnees_pers.php

MARKETING & COMMUNICATION

Les listes noires anti-spam : un remède pire que le mal ?

La constitution de listes noires de spammeurs pour bloquer leurs messages est susceptible de poser des problèmes au regard de la réglementation sur la collecte des données personnelles. Pour Frédéric Aoun, cofondateur d'Halte au Spam, « on a toujours des difficultés à trouver des explications à sa présence sur une *blacklist* ». De plus, lorsqu'une organisation est indûment fichée, se faire retirer de la liste relève le plus souvent du casse tête. Il semblerait, enfin, que la méthode soit de moins en moins efficace pour lutter contre le spam.

Source : 01Net – Date : 18 novembre 2004 – Auteur : Arnaud Devillard

Lien de l'article : <http://www.01net.com/article/257353.html>

DoubleClick à vendre ?

DoubleClick, l'une des sociétés phares de la publicité en ligne, qui avait été en 2000 au cœur d'une controverse privacy, s'interroge sur son avenir et envisagerait même de chercher un acquéreur. Ne progressant pas aussi vite que le marché sur lequel elle opère, DoubleClick suscite bien des spéculations de la part des analystes. Parmi les repreneurs potentiels le nom de aQuantive (anciennement Avenue A) apparaît.

Source : CIO Today / Associated Press – Date : 1er novembre 2004

Lien de l'article (en anglais) : http://cio-today.newsfactor.com/story.xhtml?story_id=28058

Le Web, nouvelle carte de visite

Quand votre nom est « googlé », c'est-à-dire qu'il fait l'objet d'une recherche à partir d'un moteur de recherche, bien des informations peuvent surgir issues des sites web, groupes de discussion, blogs. Le résultat, c'est un double virtuel qui n'est pas forcément à votre avantage si la requête est effectuée par un possible employeur. Pour réagir, nous explique le Journal du management, deux solutions : faire jouer les droits reconnus par la Loi Informatiques et Libertés ou instrumentaliser le système à votre profit.

Source : Le Journal du Management – Date : 17 novembre 2004

Lien de l'article : <http://management.journaldunet.com/dossiers/041158internet/lead.shtml>

ADMINISTRATION ELECTRONIQUE

La dématérialisation du Journal Officiel

La dématérialisation du Journal Officiel, menée par la DJO (Direction des Journaux Officiel) est un projet exemplaire avec son objectif de fournir une version numérique présentant les mêmes garanties de sécurité que la version papier. Est-il pour autant évident que la dématérialisation supprime le papier ? Pour un responsable du projet, il s'agit plutôt d'un report. Si la DJO espère économiser 2000 tonnes de papier par an, les utilisateurs ont le réflexe d'imprimer les documents consultés en ligne.

Source : ZDNet / SecuObs.com – Date : 9 novembre 2004 – Auteur : Ludovic Blin

Lien de l'article : <http://www.zdnet.fr/techupdate/infrastructure/0,39020938,39182110,00.htm>

L'e-citoyen et son identité selon Sun

Sun Microsystems qui fût à l'origine de Liberty Alliance, présente sur son site français sa vision de l'identité de l'e-citoyen. Une occasion de découvrir une définition de trois concepts distincts : l'identité, l'identité réseau et, enfin, l'identité réseau fédérée. Cette dernière doit permettre d'assurer la sécurité de l'e-usager tout en simplifiant ses relations avec l'administration.

Accéder à l'article : <http://fr.sun.com/e-administration/actu/>

Dématérialisation des marchés publics : les attentes des entreprises

La dématérialisation des marchés publics remporte l'adhésion d'une large majorité d'entrepreneurs mais un accompagnement s'avère nécessaire sur un volet qui demeure largement méconnu : la signature électronique. Tels sont les principaux enseignements d'une récente enquête menée sous l'égide de l'Imprimerie Nationale avec le Conseil Général de Moselle, le greffe du Tribunal de commerce de Paris, le Medef et la DGA.

Le communiqué commun des initiateurs de l'enquête :

<http://www.men.minefi.gouv.fr/webmen/informations/communiqued.pdf>

Quand les administrations adoptent le CRM

Aux Etats-Unis et en Australie, des collectivités publiques adoptent des progiciels de CRM. Faut-il dire *Customer ou Citizen Relationship Management*? Les leaders du secteur – Siebel, SAP – se mobilisent alors que Unisys, Onyx et Microsoft lancent un site d'information consacré à ce sujet.

Source : InformationWeek – Date : 6 décembre 2004 – Auteur : Tony Kontzer

Lien de l'article (en anglais) :

<http://www.informationweek.com/story/showArticle.jhtml?articleID=54800256>

Découvrir le site <http://governmentcrm.com/> (en anglais)

JURIDIQUE

La Cnil livre sa vision du correspondant informatique et libertés

Dans l'attente d'un décret prévu pour la fin du premier semestre 2005, la Cnil vient de rendre publique sa vision du « correspondant », l'une des principales innovations de la nouvelle loi informatique et libertés d'août 2004. Il ne faudrait plus dire CPD (« Correspondant à la Protection des Données ») ou CDP (« Correspondant aux Données Personnelles ») mais CIL (« Correspondant Informatique et Libertés »). Selon la Cnil, le correspondant pourrait être désigné à l'extérieur de l'organisme pour les plus petites structures, le seuil restant à définir. Enfin, la Cnil considère qu'il y a une incompatibilité entre la fonction de correspondant et celle de directeur de l'organisme.

Source : Cnil – Date : 23 novembre 2004

Lien : [http://www.cnil.fr/index.php?id=1707&news\[uid\]=210&cHash=ce8262de32](http://www.cnil.fr/index.php?id=1707&news[uid]=210&cHash=ce8262de32)

En mai 2004, Alex Türk, Président de la Cnil, donnait également sa vision du correspondant dans une interview à Identech : <http://www.identech-online.com/entretiens.php?ID=4>

Interview d'Eric Caprioli

LCEN, contrats électroniques, archivage des documents dématérialisés, correspondant à la protection des données, les effets du droit sur le marché des services de confiance, la qualification des prestataires de signature électronique : dans une interview menée par Jean-Philippe Bichard, Eric Caprioli se livrait en juin 2004 à un tour d'horizon complet de l'actualité juridique dans les domaines de la sécurité et de la confiance. L'interview est désormais accessible depuis la partie publique du site Netcost & Security. Quelques citations : « *on doit avoir (...) de véritable managers des données personnelles et de la vie privée* », « *le droit ne fait jamais décoller un marché, au mieux, il crée un contexte favorable* », « *De grâce, arrêtons de légiférer sur tout et par anticipation* ».

Lire l'interview : <http://www.netcost-security.com/fr/default.php?numarticle=290>

Découvrir Netcost & Security : <http://www.netcost-security.com/fr/default.php>

Géolocalisation et protection des données personnelles

Le site droit-tic.com publie en ligne depuis novembre 2004 un mémoire de DESS de droit relatif aux services géolocalisés et à la protection des données personnelles. On y trouve notamment quelques réflexions autour du consentement de l'utilisateur : qui, de l'abonné ou de l'utilisateur, doit manifester son autorisation préalable ? L'usage complémentaire d'Internet permet-il de faciliter la manifestation du consentement ?

Le résumé : http://www.droit-ntic.com/trav/info.php?id_trav=72

Le mémoire : http://www.droit-tic.com/pdf/geolocalisation_laurent_cuzin.pdf

SECURITE ET CONFIANCE

Pannes dans la téléphonie : l'analyse de Michel Riguidel

Dans le contexte des grandes pannes informatiques dans l'univers de la téléphonie, Michel Riguidel de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications (ENST) livre dans une interview à Libération sa vision des nouveaux risques dans le domaine de la sécurité numérique. Optimisation des coûts et flexibilités des systèmes informatiques rendent probables la propagation des pannes par un « effet de dominos ». Inquiétant.

Source : Libération – Date : 19 novembre 2004 – Auteur : Ludovic Blecher

Lien de l'article : <http://www.liberation.fr/page.php?Article=255278&AG>

Les tokens pour sécuriser le paiement en ligne

Cyber-Comm, le retour ? Non. Il est désormais admis que la solution de paiement avec lecteur de carte à puce à brancher sur son PC est bien morte. Pourtant, l'idée d'utiliser un dispositif matériel – un « token » – pour sécuriser le paiement en ligne conserve ses adeptes. Ce sont plutôt les calculatrices qui affichent des mots de passe dynamiques, sans être connectées à l'ordinateur, qui ont le vent en poupe. Reste la question essentielle : qui devra payer ?

Source : ZDNet – Date : 5 novembre 2004 – Auteur : Christophe Guillemin

Lien de l'article : <http://www.zdnet.fr/actualites/technologie/0,39020809,39181630,00.htm>

Fiscalité de l'essence et atteintes à la vie privée

A priori, il n'y a aucun rapport entre la fiscalité des carburants et les atteintes à la vie privée du fait des nouvelles technologies. Et pourtant, en Californie, les deux sujets convergent. Explications : comme les véhicules consomment moins, les recettes de la taxe sur le carburant diminuent alors que le nombre de kilomètres parcourus augmente. Du coup l'entretien des routes, financé par la taxe, est menacé et une nouvelle solution est proposée : taxer le conducteur en fonction des kilomètres réellement parcourus, ce qui suppose la mise en place d'un dispositif technique de surveillance. Les défenseurs de la vie privée s'inquiètent. D'autres citoyens relativisent : si le gouvernement veut nous surveiller, il trouvera bien d'autres moyens plus efficaces. C'est en effet très rassurant.

Source : latime.com – Date : 16 novembre 2004 – Auteur : Robert Salladay

Lien de l'article (en anglais) :

<http://www.latimes.com/news/local/la-me-dmv16nov16.0,5985536.story?coll=la-home-local>

Confiance et débat public à la mode d'eBay

Un récent document de l'*Institute for Public Policy Research* (IPPR), un organisme britannique, introduit l'idée que les systèmes à base de réputation, comme celui en vigueur sur eBay, pourraient favoriser la qualité des débats publics en ligne en renforçant les mécanismes de confiance. L'auteur de l'étude, William Davies, indique également que la future carte d'identité devrait être utilisable non seulement pour des objectifs de sécurité ou d'accès aux téléservices administratifs mais aussi pour favoriser les échanges décentralisés de particulier à particulier.

Source : BBC News – Date : 29 novembre 2004 – Auteur : Jo Twist

Lien de l'article (en anglais) : <http://news.bbc.co.uk/1/hi/technology/4044715.stm>

Accéder au rapport complet (18 pages en anglais) :

<http://www.ippr.org.uk/research/files/team34/project214/is%20online%20community%20a%20policy%20tool%20-%20William%20Davies.pdf>

IDENTITÉ NUMÉRIQUE

La gestion de l'identité selon General Motors

General Motors s'est lancé dans un vaste projet de gestion de l'identité dont les grandes lignes ont été présentées par des responsables de la firme automobile lors de la conférence Digital Identity World qui s'est déroulée fin octobre aux Etats-Unis. L'objectif est de mettre en place un SSO (*Single Sign On* ou authentification unique) pour 500 000 utilisateurs et d'en finir avec les multiples « silos » de données d'identité. Ce grand projet est motivé par la volonté de réduire les coûts administratifs. Pour des analystes, ce type de solutions permettraient également de mettre en œuvre une surveillance de l'activité des employés pour des raisons de sécurité d'accès aux données.

Source : Computerworld – Date : 29 octobre 2004 – Auteur : Jaikumar Vijayan

Lien de l'article (en anglais) :

<http://www.computerworld.com/securitytopics/security/story/0,10801,97066,00.html>

Mettre en œuvre le SSO (Single Sign-On)

Dans cet article très complet, Décision Informatique aborde le thème de la mise en œuvre du SSO (*Single Sign On*), l'arme fatale contre la prolifération anarchique des mots de passe. Deux approches sont présentées : celle avec annuaire centralisé et celle, décentralisée, qui repose sur l'usage de la carte à puce. On retrouve toujours la même préoccupation : simplifier la vie de l'utilisateur tout en améliorant la sécurité.

Source : Décision Informatique – Date : 17 novembre 2004 – Auteur : Jérôme Saiz

Lien de l'article : <http://www.01net.com/article/256916.html>

Roboform : le gestionnaire de mot de passe anti-Gator

Lorsqu'on aborde le thème de la gestion de l'identité numérique, il est bien souvent question, dans un premier temps, du cauchemar que représente la multiplicité des mots de passe. Pour y remédier, Robotform propose un gestionnaire de mot de passe gratuit qui est également un remplisseur automatique de formulaire sur le web. L'ambition est de proposer une alternative à la solution de Claria (anciennement Gator) qui certes propose les mêmes services mais est souvent considérée comme un *spyware* (logiciel espion).

La description de roboform : <http://www.roboform.com/fr/index.html>

Robotform veut remplacer Claria/Gator (en anglais) : <http://www.roboform.com/gator.html>

Déboires et réussites de Claria :

Source : SiliconValley.com – Date : 28 novembre 2004 – Auteur : Dan Lee

Lien de l'article (en anglais) : <http://www.siliconvalley.com/mld/siliconvalley/10288470.htm>

Authentification en ligne : les attentes des consommateurs

Larry Ponemon, grande figure américaine du consulting dans le domaine de la privacy, commente les résultats d'une étude sur les préférences des consommateurs en matière de techniques d'authentification. Les réponses font apparaître une attente pour que les entreprises ne fassent pas des procédures d'authentification une charge trop lourde pour l'utilisateur. L'étude révèle également que les banques et la Poste sont considérées comme les institutions les plus légitimes pour gérer un identifiant universel.

Source : Computerworld – Date : 19 novembre 2004 – Auteur : Larry Ponemon

Lien de l'article (en anglais) :

http://www.computerworld.com/managementtopics/ebusiness/story/0,10801,97621,00.html?from=story_kc

TRAVAIL

Le CV anonyme existe déjà

Rapport contre les discriminations dans le monde du travail, amendement de la Commission des affaires sociales de l'Assemblée Nationale puis rejet de l'amendement : la question du CV anonyme a été à l'honneur à la fin du mois de novembre 2004. L'occasion de découvrir qu'il s'agit d'une pratique

répandue sur les sites en d'emplois en ligne, principalement lorsque le demandeur d'emploi est déjà en poste dans une entreprise. Les entreprises qui recrutent peuvent elles aussi être adeptes de l'anonymat avant le premier contact.

Source : 01Net – Date : 26 et 30 novembre 2004 – Auteur : Philippe Crouzillacq

Lien de l'article : <http://www.01net.com/article/258147.html>

Source : TF1.fr – Date : 23 novembre 2004

Lien de l'article : <http://up.news.tf1.fr/news/economie/0,,3186969,00.html>

TIC et porosité entre vie privée et vie professionnelle

Une étude de l'institut Chronopost confirme un phénomène désormais bien connu. L'usage des TIC favorise une interpénétration entre sphère privée et sphère professionnelle.

Source : VNUNet – Date : 30 novembre 2004 – Auteur : Philippe Guerrier

Lien de l'article : <http://www.vnunet.fr/actu/article.htm?numero=13092&date=2004-11-30>

A DECOUVRIR

Accès gratuit à son dossier de crédit

Aux Etats-Unis, trois grandes entreprises se partagent le marché de l'information de solvabilité des particuliers en matière de crédit. Un site web soutenu par ces trois *credit bureaus* – Equifax, Experian et Transunion – permet d'obtenir en ligne une copie gratuite de son propre dossier de crédit. C'est un moyen de favoriser l'exercice du droit d'accès mais aussi une stratégie pour la correction des données erronées. La procédure d'authentification repose sur la saisie du numéro de sécurité social et sur des réponses à des questions.

Découvrir le site (en anglais) : <https://www.annualcreditreport.com/cra/index.jsp>

EVENEMENT

ILM et archivage électronique

Le 27 janvier 2005 se déroulera à Paris le Forum « ILM et archivage électronique » (ILM signifiant *Information Life Management*). Un programme très riche avec notamment Marie-Laure Laffaire, Avocate du Cabinet Lexvia qui abordera les aspects législatifs de l'hébergement de données externalisées et délocalisées à l'étranger ainsi que la protection des données à caractère personnel.

Programme et inscription : <http://www.itiforums.com/agenda.php3>

Retrouvez tous les jours, notre revue de presse privacy sur :

<http://www.cecurity.com>

Pour nous contacter, vos critiques ou suggestions, envoyez un message à :

<mailto:news@cecurity.com>

Reproduction autorisée sous réserve de mention de la source : « Cecurity.com »

Pour vous désinscrire, envoyez un message à <mailto:news@cecurity.com> en

indiquant « DESABONNEMENT » dans l'objet du message.

Newsletter Cecurity.com -

L'actualité de la privacy et de l'identité numérique

Email <mailto:news@cecurity.com>

